

Continuons le combat

En ce début d'année 1970, la situation française sur le front des luttes sociales a plusieurs traits caractéristiques :

— L'exploitation accrue des travailleurs, par l'inflation, la dévaluation, l'austérité, ce qui permet à la bourgeoisie d'augmenter ses profits (+ 35 % de 1968 à 1970, les salaires augmentant de 13 % dans le même temps) ;

— Les tentatives d'intégration du mouvement ouvrier au système capitaliste par des projets tels que l'actionnariat chez Renault, les prétendus « contrats de progrès », le mythe de la « nouvelle société » ;

— La réaction des travailleurs face à l'exploitation capitaliste, réaction qui s'est manifestée dans des milliers de grèves en 1969, et le refus de cette intégration.

Le mouvement étudiant organisé dans l'U.N.E.F. doit lutter contre l'université capitaliste, afin d'affaiblir sur ce terrain la bourgeoisie et peser de tout son poids dans le champ de la lutte des classes. Il doit donc mener ses actions en fonction de trois objectifs :

— Accentuer les contradictions du système capitaliste au niveau de la structure de formation ;

— Elever le niveau de conscience politique des masses ;

— Renforcer la cohésion et l'unité du mouvement.

Face à la stratégie diversifiée du pouvoir et de son représentant, Guichard, qui utilisent les organismes de participation pour restructurer l'Université au plus grand profit du capital, l'U.N.E.F. doit opposer des mots d'ordre unificateurs qui permettent des luttes de masse contre l'Université de classe, et

qui s'attaquent aux maillons les plus faibles du système universitaire, les Conseils Transitoires de Gestion et les Professeurs :

— Les C.T.G., parce qu'ils ont révélé, à l'occasion des luttes de masses menées cette année par le mouvement étudiant, qu'ils n'avaient pas de pouvoirs réels et qu'ils ne jouaient que le rôle de structures tampons entre le pouvoir et les étudiants ;

— Les professeurs, parce que la formidable restauration mandarinale provoque le mécontentement des étudiants et accentue de plus en plus les clivages entre enseignants réactionnaires et enseignants progressistes.

L'U.N.E.F., afin de remplir son rôle anticapitaliste dans les mois à venir, avance la plate-forme de luttes suivantes :



I - Non à l'université de classe

NON A LA SELECTION

La sélection et son incarnation la plus parfaite, l'examen, contiennent tout le caractère de classe de l'Université bourgeoise.

Il est nécessaire de souligner que l'examen est une forme de sélection parmi d'autres, par exemple

a) Le problème des débouchés : un diplôme n'a de valeur qu'autant qu'il peut être utilisé et, en conséquence, s'il y a des débouchés. Ainsi, la circulaire du 17 novembre 1969, qui rend facultative la deuxième langue vivante à partir de la quatrième, a pour effet de réduire de 50 % les débouchés pour les linguistes, d'accentuer le rôle sélectif du Capes-Agrog., et, sans accentuer la sélection apparente, le pouvoir décourage les étudiants des facs de lettres.

b) Le secondaire : la véritable sélection s'effectue dans le secondaire. Rappelons quelques procédés :

— La distinction C.E.S.- Lycées permet, dès la Sixième, de sélectionner les meilleurs (c'est-à-dire les enfants de la bourgeoisie, en raison de leur héritage culturel, que le Primaire accentue) et d'orienter les « moins bons » vers les C.E.S. où ils acquerront une formation générale minimum et une qualification technique, répondant aux besoins du capital en cadres inférieurs et techniciens ;

— La rigidification des sections dans le second cycle fait que l'élève entrant en seconde littéraire sera obligé de faire des études supérieures de lettres ; de même, celui qui entre en section scientifique, des études de sciences. Par exemple, la suppression de la deuxième langue vivante dans les sections scientifiques du second cycle détruit la seule passerelle qui permettait la reconversion vers les lettres, car faire une licence de langues suppose la possession de deux langues.

c) La distinction enseignement technique-professionnel et Université

permet de répartir les élèves, selon la section dont ils sont issus, soit dans les facs, soit dans le technique (I.U.T., Tech.-Sup.), soit dans la vie active.

Toutefois, la sélection se cristallise autour de l'examen auquel il faut s'attacher plus particulièrement.

I. — L'examen, clé de voûte de l'Université bourgeoise

L'examen est la clé de voûte, il résume tous les aspects de l'Université de classe bourgeoise en France.

a) L'examen est un **instrument d'intégration sociale** et de mise en condition ; le bachotage est à la source de cette idée que « le travail » est un moyen privilégié de la promotion dans la société.

De plus, l'examen permet de tester l'absorption des valeurs idéologiques de la bourgeoisie ; il implique l'acceptation du pouvoir de ceux qui détiennent le savoir dans la société.

b) L'examen est un **instrument de ségrégation sociale**, il suffit de rappeler les études sociologiques de Bourdieu et Passeron à ce sujet.

c) L'examen est un **instrument de hiérarchisation** de la société ; par exemple les concours de recrutement des maîtres du secondaire permettent de créer la caste des agrégés, la sous-caste des capésiens, etc. Ainsi est dégagée une prétendue « élite » et ce mythe de l'élite est élaboré.

d) L'examen est un **instrument de sélection malthusienne** en fonction des besoins et des limites définies par le budget de l'Etat.

e) L'examen est un **instrument de répression** : soit direct contre les militants politiques, soit indirect contre le mouvement de masse, en créant un climat d'insécurité à l'approche des examens, dont on sait qu'ils seront sévèrement jugés.

II. — Un mot d'ordre unificateur face à la stratégie diversifiée du pouvoir

Le pouvoir essaye de diviser au maximum les luttes du mouvement étudiant afin de lui faire mener des luttes partielles, où l'impossibilité d'établir un rapport de force national empêche d'emporter des victoires décisives.

a) La sélection, parce qu'elle concerne la plupart des étudiants, permet des luttes de masse généralisée autour de l'examen ou du C.C.C.

b) Les assistants n'ont pas voix au chapitre sur le contrôle des connaissances ; la lutte sur ce terrain est l'occasion d'une jonction avec eux.

c) La lutte contre la sélection permet de combattre la restructuration de l'Université capitaliste : en ouvrant la vanne des diplômes ici, en la fermant là, le pouvoir oriente les étudiants vers tel ou tel secteur ou les décourage d'aller ailleurs, fait perdre aux diplômés leur valeur, ce qui oblige les étudiants à passer les examens privés de l'industrie,

d) Cette lutte peut servir d'assise à la lutte contre la participation : les Conseils de Gestion sont les instruments privilégiés du pouvoir dans son entreprise de restructuration de l'Université, et ils sont obligés de s'affirmer tels à l'occasion notamment de l'organisation des examens.

e) L'instabilité actuelle de l'Université due au rapport de forces se concrétisera autour des examens qui sont le maillon le plus faible du système puisque sa clé de voûte.

III. — Les objectifs tactiques à avancer

a) Quelques propositions de mots d'ordre tactiques:

Nationalement

* Pas un seul patron dans les jurys d'examens.

* Justification publique par les jurys des notes données. Droit d'appel. Observateurs étudiants dans les jurys (ou commission de contrôle).

* Reconnaissance des travaux collectifs dans la note finale.

* Deuxième session obligatoire.

* Généralisation de l'examen avec documents (justifié politiquement car revendication antibachotage).

* Abolition des concours, remplacés par examens selon modalités avancées.

* Mode unique de recrutement des enseignants du secondaire.

* Suppression de l'examen de 1^{ère} année (signification antisélective et antisecondarisation du premier cycle).

* **Possibilité de choix pour l'étudiant entre contrôle continu et examen de**

fin d'année, plus deuxième session, sans dévalorisation (important pour les étudiants salariés).

* Soutien des lycéens en lutte contre le Bac sélectif.

b) Localement:

* Examen pour tous.

* Limitation du programme d'examen aux parties traitées (si le programme est d'étendue abusive).

* Rejet d'examens dont la signification « intégration sociale » est évidente (exemple : le Grand Oral de Sciences-Po).

* Droit de correction avant la note définitive.

* Diverses modalités de moyennes (TD, partiels, oral, mémoire) peuvent être avancées dans un objectif de diminution des caractères fondamentaux de l'examen (cf. signification politique des examens en paragraphe 3 ci-dessus).

IV. — Modalités

a) Il est capital de tenir compte :

1 Du danger de **déviations réformistes** (simples aménagements, pas de dynamique de la lutte).

2 Du danger **d'isolement** et d'incompréhension de cette lutte par rapport au mouvement ouvrier.

3 Des **risques de répression** administrative, si ces luttes sont trop isolées.

4 Du fait de la **polarisation** des étudiants et des militants.

b) Ce qui implique : * au niveau national

— le **caractère suffisamment généralisé** sur le plan national de la **lutte** ;

— une **contre-information** à très grande échelle, expliquant la signification politique de la lutte ;

— le **caractère relativement unifié sur le plan national** :

* Plate-forme nationale ;

* B.N coordinateur, proposant des outils communs aux militants :

— projet de tracts à la population,

— **Etudiant de France**,

— dossiers de l'U.N.E.F.-INFORM;

* Réunions nationales par discipline ;

* Concertation avec les enseignants progressistes.

c) * Au niveau local

* Direction politique des luttes au niveau des facultés (coordination des C.A. s'il y a plusieurs C.A. et Assemblées Générales d'étudiants de la faculté) coordonnées au niveau des villes par l'A.G.E., en particulier pour la contre-information ;

* Refus de la transformation du C.C.C. en examen traditionnel : les C.A. doivent coordonner les luttes dans les T.P. en proposant les devoirs avec documents, le travail collectif, etc. ;

* Elections par les Assemblées Générales de commissions de contrôle chargées de vérifier l'application des décisions de l'Assemblée Générale et **nullement d'entériner** les décisions des jurys ou de l'administration ;

* Concertation avec les enseignants progressistes.

d) Faire déboucher la lutte sur la dénonciation de la participation de la Loi Faure et de ses valets réformistes du « Renouveau ». En même temps devra être menée la lutte contre la mainmise du patronat sur les structures universitaires.

NON AUX CONCOURS DE RECRUTEMENT POUR UN MODE UNIQUE DE RECRUTEMENT

1. Les concours de recrutement

a) Les deux concours de recrutement du second degré (Capes et Agrégation) permettent

— D'assurer, par leur sélectivité (moins de 10 % des candidats sont reçus) le recrutement des maîtres auxiliaires sous-payés, sous-formés et sur-exploités, ceux qui n'ont pas été reçus ;

— De renforcer la hiérarchie des enseignants, en appliquant la règle « à travail supérieur, salaire inférieur », hiérarchie liée étroitement à la diversification des établissements scolaires, instrument essentiel de la sélection : les meilleurs (c'est-à-dire les enfants de la bourgeoisie en raison de leur héritage culturel) allant dans les lycées où ils auront les meilleurs maîtres,

les moins bons allant dans les C.E.S. où ils auront une formation au rabais qui répond aux besoins du capital en cadres inférieurs et techniciens

— De diviser au maximum le corps enseignant en multipliant les catégories et en morcelant les revendications.

b) Ils sont l'expression et les diffuseurs d'une culture de classe, entretenant l'idéologie du mérite, de la promotion individuelle, les valeurs individualistes, l'humanisme bourgeois (dans les programmes et les méthodes d'enseignement), le bachotage permanent, ne donnant aucune formation scientifique et préparant les candidats à être les chiens de garde de la bourgeoisie.

c) Ils sont significatifs de l'ensemble du système de formation capitaliste, fondé sur la sélection, la hiérarchie et la culture bourgeoises ; à ce titre doivent se réunir dans une lutte commune contre eux les lycéens, les étudiants et les enseignants.



2. Les objectifs

a) Mode unique de recrutement menant au cadre unique :

— Un seul mode de recrutement de tous les enseignants du second degré ;

— Un cadre unique des enseignants de l'école maternelle au collège de France

— Ces objectifs remettent en cause

— La notion de degré à l'école, instrument de sélection sociale ; — La fonction professorale ;

— La hiérarchie.

b) Liquidation par titularisation de l'auxiliaariat :

— Tant qu'il y aura des auxiliaires, il y aura hiérarchie ;

— Cet objectif accentue la contradiction qui existe entre la nécessité de la formation et son coût social, puisqu'elle fait disparaître la division des enseignants en catégories plus ou moins payées.

c) Augmentation massive du nombre des postes.

d) Transformation des modalités et du contenu de l'enseignement.

3. Les modalités

a) Les Comités d'action, comités de base, comités et groupes d'études U.N.E.F. travaillent en liaison avec le Comité national Capes-Aggeg, et les militants U.N.E.F. s'engagent dans les comités Capes-Aggeg ou en constituent.

b) L'U.N.E.F. participe à une campagne d'information à l'égard des candidats, des étudiants, des enseignants et de la population (tracts, amphis, réunions de travail, bulletin, etc.).

c) Une semaine d'action aura lieu fin février parmi les candidats (grève des cours, transformation des cours, dénonciation de leur contenu, interventions, etc.), qui débouchera sur un meeting sur la formation des maîtres.

d) Il est nécessaire de lier l'action du comité Capes-Aggeg sur la formation des maîtres avec celle des enseignants des trois degrés, des étudiants et des lycéens (actions communes sur les écoles et l'Université axées plus particulièrement sur le rôle de l'enseignant, mise en place d'un Comité national d'Action sur la formation des maîtres, dont l'originalité est de permettre l'organisation verticale, par-delà la division catégorielle, afin de mobiliser enseignants-étudiants-lycéens, etc.).

NON A L'INTEGRATION PAR LE CONDITIONNEMENT DE LA VIE DE L'ETUDIANT

Dans le cadre d'une intervention sur les problèmes de la vie de l'étudiant,

l'axe fondamental d'intervention portera sur les cités U. (Voir annexe sur les cités U., p. 14.)

Le mouvement étudiant, de par sa stratégie d'implantation prioritaire dans les facultés, n'est pas apparu (certains cas mis à part : Aix, Montpellier, Besançon...) de manière unifiée dans les résidences depuis Mai 68.

Les réformistes en ont profité pour accentuer leur effort et mettre la main sur la F.R.U.F. Ils ont ainsi récupéré le sigle et la renommée des traditions historiques de luttes menées par d'autres. Cependant, les thèses réformistes partant du caractère prétendu spécifique de la condition du résident ne peuvent aboutir qu'à des luttes sectorielles et conjoncturelles.

Il y a donc nécessité d'un cadre d'intervention cohérent et global, opposant à la vision corporatiste des problèmes en cité U., une vision véritablement anticapitaliste.

I. — AXE PRINCIPAL DE LA POLITIQUE DU POUVOIR : L'INTEGRATION

Le but du système d'enseignement est de produire les cadres, ou exécutants dociles, nécessaires à la bonne marche du système capitaliste.

a) Mise en condition matérielle et sociale :

Les cités universitaires apparaissent comme des concessions faites à la petite bourgeoisie, pour s'assurer de sa fidélité. Elles donnent à l'étudiant l'impression de jouir d'un statut privilégié.

De plus, la segmentation des résidences, leur éloignement, permet l'isolement des étudiants.

b) Mise en condition psychologique :
Celle-ci vise à préparer l'étudiant au statut qu'il devra assumer passivement (contraintes administratives, règlement intérieur, difficultés de transport, statut de locataire, architecture standardisée). Mystification sur les activités culturelles (Commission Mallet). Illusion sur le statut privilégié aussi bien matériel que culturel.

c) Mise en condition politique :
Elle peut être autonome en cas d'échec des deux précédentes. C'est le cas des Règlements Intérieurs répressifs

(libertés politique et syndicale, droit de visite...)

Un élément important reste la caution – objective - des réformistes de par leur participation (CROUS - CNO). Celle-ci servant d'écran supplémentaire entre la politique du capital et les résidents.

II. — CONTRADICTIONS de la POLITIQUE de la BOURGEOISIE :

L'intégration, moyen et but politique, se trouve contrarié par les exigences du système économique capitaliste.

a) nécessités à long terme :

Il y a contradiction entre les nécessités du développement à long terme du capitalisme (coût social des équipements collectifs) et la préservation des marges de profit. D'où la préoccupation principale du gouvernement de rentabilisation des services publics (vérité des prix).

En dernier ressort, devant l'incapacité du gouvernement, la bourgeoisie se trouve conduite à lancer une campagne en faveur de la rétrocession de services publics au secteur privé (au niveau étudiant : restau. U., construction de foyers privés ; de manière plus large : autoroutes, P.T.T., cliniques privées...)

b) nécessités à court terme :

Les contradictions du système se sont traduites de manière conjoncturelle par la dévaluation du franc, la politique d'austérité et le plan de redressement. D'où, à court terme, impossibilité financière d'assumer le coût de sa politique d'intégration.

La résultante en est les hausses des loyers, des inscriptions, les tentatives sur les tickets de restau. U, etc.

III. — AXES DE LUTTES :

De ces contradictions découlent des axes fondamentaux de lutes à mener :

1) Luites à court terme :

Contre l'austérité (grève des loyers, activités sur les restau. U...)

2) Luites à long terme :

Contre l'intégration et mise en échec des plans de la bourgeoisie sur la séparation étudiants-travailleurs (liaison avec le quartier et les travailleurs sur les problèmes d'urbanisme, transports, crèches, austérité...)

D'où des objectifs tactiques :

Contre la REPRESSION contre le Règlement Intérieur, l'encadrement néocolonialiste des étudiants étrangers...

Contre la SELECTION par l'argent : hausse des loyers ; critère d'annuité, et critères universitaires d'obtention de chambres en cités U...

Contre la RENTABILISATION privatisation des équipements collectifs, vérité des prix...

Contre la PARTICIPATION Dénonciation des réformistes, boycott des élections aux conseils d'administration des CROUS et du CNO...

II - Contre l'armée bourgeoise, bague des jeunes travailleurs et des étudiants

* La bourgeoisie a utilisé de tous temps, l'armée comme moyen d'intégration-répression des jeunes travailleurs et des étudiants rebelles. Depuis Mai 68, la bourgeoisie française a remis à l'ordre du jour, d'une manière plus conséquente, ces méthodes coercitives. En février 1968, après leur exclusion de la faculté de Lettres de Paris, 11 étudiants accusés de lutte contre la participation, sont envoyés en bataillon disciplinaire. La liaison Education Nationale-Ministère des Armées s'était faite de manière impeccable.

La campagne politique qui suivit cette mesure montra la volonté des étudiants de ne pas se laisser intimider par le Pouvoir ; la soit-disante inébranlable bureaucratie militaire balbutia dans un silence gêné qu'elle n'y était pour rien, le gouvernement cédait quelques semaines plus tard.

Toutefois, la campagne se développa essentiellement autour des thèmes de la répression, sans que la nature et la fonction de l'armée ne soient remis en cause :

— Rentrée 69 : Des centaines d'étudiants voient leur sursis résilié arbitrairement

- des listes noires de contestataires s'allongent : leur affectation (les commandos, les bataillons « durs » etc.) pour les former
- les déclarations sur la bonne formation idéologique de l'armée se multiplient.

* Isolés, individualisés, les étudiants appelés n'ont pu apporter la riposte de masse nécessaire à cette nouvelle attaque du pouvoir.



Pourtant, elle constitue un des aspects les plus pernicious **de la répression et de la sélection** à l'université :

1 Répression contre les étudiants anticapitalistes,

2 Sélection par la suppression des sursis qui permet d'exclure un certain nombre d'étudiants de l'université (à cet égard, le projet de Loi Debré d'un service d'un an à 19 ans permettrait d'organiser d'une façon « originale » l'examen d'entrée en Faculté souhaité par Zamansky).

* Pourtant le mur de silence autour de l'armée subit chaque jour de nouvelles fissures ; on apprend :

- répression contre les appelés qui luttent contre le système actuel de l'armée (fouilles, interrogatoires, changement d'unité, envois dans les bataillons durs)

- proposition de délations de certains appelés, mise aux arrêts, etc.

- organisation de procès contre des soldats pour délit d'opinion et d'information.

Mais aussi:

- Intervention militaire française au TCHAD pour soutenir les intérêts des colonialistes et des fantoches.

- compromission des hauts fonctionnaires militaires dans l'affaire des vedettes,

- Grandes manoeuvres en Corse avec les forces de l'OTAN.

L'UNIVERSITE est en CRISE, L'ARMEE AUSSI. *

* Contre la répression et la sélection par l'armée, contre cette offensive incidieuse de la bourgeoisie, l'UNEF se doit de mener le combat, de briser le silence fait autour de cette attaque

- en organisant une contre-information systématique sur la nature et la fonction de l'armée,

- en défendant les étudiants dont les sursis sont supprimés, en réclamant le maintien des sursis, face aux conditions actuelles d'appel.

Mais cette campagne ne peut se limiter aux étudiants, l'armée bourgeoise, c'est le bain des jeunes travailleurs et des étudiants. C'est pourquoi l'U.N.E.F. propose à toutes les organisations de Jeunesse (commission jeunes des syndicats, etc.) d'organiser une campagne nationale de propagande sur les thèmes suivants :

- Armée, instrument idéologique et école de civisme de la bourgeoisie,

- Armée, formation professionnelle et patronat,

- Armée et Education Nationale,

- Pourquoi Armée de métier ?

- Les dimensions économiques de l'Armée.

* Elle propose en outre à la discussion de tous, la plate-forme démocratique en 4 points suivante, qui ferait l'objet d'une campagne de lutte pendant le débat à l'Assemblée Nationale sur la Loi Debré.

PLATE-FORME en 4 POINTS :

CONTRE LA LOI DEBRE

1 Pour une formation militaire de trois à cinq mois, égale pour tous et mixte, à 19 ans,

* la réduction du temps de service signifie la suppression des sursis, la possibilité de ne pas interrompre sa

formation professionnelle trop longtemps. Par contre, elle est liée à la revendication d'une formation militaire effective.

* Egale pour tous et mixte, signifie la suppression des privilèges de certaines écoles, de certains étudiants, vis-à-vis des jeunes travailleurs et des autres étudiants (I.M.O.).

2 Libertés politiques et syndicales à l'armée

* Droit de réunion, d'information (tous les journaux), d'organisation,

* Election de délégués de chambre (protégés juridiquement).

3 S.M.I.G. aux soldats pendant le temps d'appel.

4 Droit de vote à 18 ans.

III - Non à l'impérialisme

A. Coup d'oeil sur la situation internationale :

1 La poussée irrésistible des forces productives, la tendance permanente du mode de production capitaliste à s'imposer hégémoniquement à l'échelle internationale, et à briser le carcan des anciens modes de production, la loi d'airain du capital, le conduisent à briser les limites étroites de l'Etat national et à développer une interpénétration toujours plus complexe avec le profit étranger de telle sorte que le phénomène essentiel de la période réside dans cette internationalisation du capital et de la lutte des classes.

2 La montée de la révolution coloniale dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine après la seconde guerre mondiale, cristallisée par l'instauration du pouvoir populaire en Chine, en Corée, au Vietnam et à Cuba, et par l'échec historique que représente la défaite du corps expéditionnaire U.S. et de la stratégie d'agression et de répression qui l'animait au Vietnam et en Asie du Sud Est, a fondamentalement changé le

rapport de forces mondial entre l'impérialisme et le mouvement ouvrier révolutionnaire.

3 Menacé par cette nouvelle force de frappe révolutionnaire, l'impérialisme a accentué ses propres contradictions internes au moment même où de nouvelles puissances cherchaient à redéfinir la place de l'impérialisme U.S. et sa supériorité relative. Cet enchevêtrement de conflits est pour beaucoup dans la crise monétaire internationale qui a secoué le monde capitaliste en 68.

4 L'attitude béate du camp socialiste durant cette période où la bourgeoisie élaborait les nouveaux moyens économiques (planification etc.) et politiques (intégration du mouvement ouvrier, etc.) de sa domination mondiale et où les affrontements armés de classe prenaient de nouvelles formes et de nouvelles forces à l'échelle internationale, l'incapacité des P.C. dans les pays impérialistes à définir une stratégie de lutte, ont posé les bases de nouveaux combats.

5 Perpétuant ses traditions anti-impérialistes, issues de sa nature même anticapitaliste, le mouvement étudiant dans sa levée en masse, a saisi le drapeau de l'internationalisme qui avait chu par la carence de la riposte des organisations ouvrières des pays impérialistes. Une nouvelle génération de militants est née sous le signe de l'internationalisme résolu, plongeant sa force dans la force et la poussée révolutionnaire internationale.

6 Il reste maintenant aux militants à accomplir le bond politique qualitatif contenu dans la formule du commandant Guevara : «l'Internationalisme n'est pas seulement un devoir, c'est également une nécessité », en développant la dialectique des trois fronts de lutte des pays impérialistes, des pays exploités et des Etats ouvriers, c'est-à-dire en comprenant l'interdépendance essentielle et permanente de ces trois terrains dans l'affrontement mondial contre l'impérialisme.

7 D'autant plus que la crise révolutionnaire de Mai 68 en France et la montée des luttes dans toute

l'Europe capitaliste a exigé de ces militants qu'ils mettent au premier plan de leur combat les tâches anticapitalistes, c'est donc à la lumière de cette situation que les militants doivent s'affronter aux problèmes de l'heure.

B. Le Peuple Vietnamien vaincra!

1 Comment assumer aujourd'hui notre soutien à une lutte dont la signification fondamentale résidait dans la volonté d'un peuple de combattre jusqu'à la victoire totale l'agression impérialiste et dont les militants de tous les pays ont tiré des enseignements si nombreux sur les voies et moyens de leur propre lutte ?

C'est qu'en effet, du choix politique — essentiel — des combattants vietnamiens de refuser la « pax americana », de ne déposer les armes qu'après avoir satisfait pleinement les aspirations de leur peuple de s'engager dans une lutte héroïque et prolongée pour réaliser toutes les tâches de l'époque, sont redevables les peuples et les révolutionnaires de tous les pays.

2 La victoire militaire écrasante de l'offensive du Têt de 1968, le succès politique considérable que représente l'instauration des comités populaires révolutionnaires dans tout le pays et du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire, obligent les Américains à utiliser de nouvelles manoeuvres principalement à l'échelle diplomatique et aux yeux de l'opinion américaine et internationale.

3 Il est donc urgent de voir l'importance croissante d'un mouvement d'opposition de masse à la perpétuation de la sale guerre U.S. et de soutien au mouvement antiguerre qui connaît une nouvelle phase plus difficile aux Etats-Unis. Aujourd'hui, il est donc essentiel d'utiliser le potentiel militant acquis au cours de ces dernières années pour lui faire encadrer des mouvements les plus massifs possibles. De toute façon, il est impératif de reprendre des actions d'envergure avec le soutien effectif de tous les militants U.N.E.F. C'est pourquoi il n'est pas possible de ne pas donner la première place au

Vietnam dans toutes nos manifestations au cours de la semaine du 21 février.



4 Notre tâche ne peut cependant plus s'arrêter aux frontières du Vietnam quand on sait que l'impérialisme U.S. prépare de nouveaux plans d'agression dans sa retraite du Vietnam au LAOS, en COREE, etc. avec l'aide des impérialistes japonais et des régimes à leur solde. Il faut donc, dès maintenant, lier la lutte de tous les peuples du Sud-Est Asiatique et défendre la Chine et la Corée Populaires contre toute agression.

C. Le Peuple Palestinien vaincra !

1 La lutte des peuples exploités connaît une nouvelle phase d'affrontement violent.

Au Moyen-Orient, la réapparition du Peuple Palestinien mobilisé par ses propres organisations de résistance, prend une importance considérable, dès lors qu'il s'attaque directement ou indirectement à l'ensemble de l'édifice impérialiste de la région.

La révolution Palestinienne s'en prend en effet directement à la présence de l'impérialisme et de sa manifestation concrète, le sionisme.

Elle remet également en cause la nature de la politique des Etats Arabes qui s'étaient camouflés jusqu'à leur défaite de 67 derrière une guerre sainte problématique pour masquer les difficultés de leur survie.

2 Notre soutien total au Peuple Palestinien exprime par là qu'il est la seule force à avoir la clé d'une solution politique aux problèmes de la région : l'intégration de la communauté juive qui refuse jusqu'à présent de le reconnaître, la création d'Etats qui

soient en mesure de faire disparaître les appels à la guerre sainte et la politique des parades et des «conférences au sommet ».

En tant qu'organisation de masse, l'U.N.E.F. a vocation à soutenir prioritairement les organisations nationales et représentatives du Peuple Palestinien, notamment le C.N.P., le C.L.A.P. et l'O.L.P., mais également les organisations qui dirigent la lutte sur des positions résolument anti-impérialistes.

L'impact du sionisme en France, après les crimes des régimes nazis est suffisamment fort pour nécessiter dès l'abord, un travail de type prolongé et militant d'explication, de popularisation et de soutien à la lutte du peuple Palestinien.

C'est pourquoi, le B.N. considère les Comités Palestine comme la forme de mobilisation prioritaire sur ce terrain, tout en comprenant la nécessité de répondre politiquement chaque fois qu'il le faut à une manifestation du sionisme ou à un événement d'importance dans le développement du combat par des meetings d'explication et de solidarité.

- 3 La place du problème palestinien au Moyen-Orient nous amène inévitablement aujourd'hui à inscrire sa trajectoire dans le vaste mouvement révolutionnaire de la région, notamment les luttes du Front Populaire de Libération du Golfe Arabe au DHOFAR.

D. A bas l'impérialisme U.S. ! A bas l'O.T.A.N. !

- 1 Aujourd'hui, l'impérialisme américain frappe directement ou indirectement l'ensemble des peuples, les mouvements ouvrier et étudiant, des pays impérialistes au moyen de ses instruments qui sont aussi ceux de la bourgeoisie intégrée à l'échelle internationale (O.T.A.N, etc.).
- 2 Au moment où la bourgeoisie française renonce à toutes ses velléités indépendantes après ses malheurs de 68, et face aux nécessités du capital international, alors que les réformistes restent accrochés à un statu quo fantôme, l'année du renouvellement tacite du

Pacte Atlantique, devant des luttes ouvrières qui mettent en question le pouvoir patronal des sociétés multinationales ou qui redécouvrent la solidarité internationaliste, il est essentiel de fixer comme cible la pénétration, sous toutes ses formes, de l'impérialisme U.S. en France et dans le monde — la complicité des bourgeoisies « nationales » notamment pompidollesque — cet instrument qui est l'O.T.A.N.

- 3 Les modalités concrètes sont difficiles à déterminer à l'échelle nationale, puisqu'elles touchent tous les aspects de la vie quotidienne des travailleurs, et des étudiants. On peut néanmoins souhaiter le déclenchement d'une campagne nationale d'action, durant la semaine où Pompidou sera aux Etats-Unis (23 février à début mars).
- 4 Cette lutte passe évidemment par le soutien à toutes les luttes antiimpérialistes dans le monde, du fait du rôle de gendarme international que jouent les dirigeants U.S. Néanmoins, il est urgent de soutenir massivement ceux qui frappent la citadelle au coeur : les révolutionnaires noirs ou porto-ricains décimés ou les militants latino-américains qui ont le malheur d'avoir mal compris la doctrine de Monroe, la défense de la révolution cubaine étant incluse dans ces perspectives.

E. A bas le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme français!

- 1 Il n'est pas possible enfin de laisser notre propre impérialisme continuer sa politique de rapines et de meurtres. Le colonialisme est entré dans une phase de répression accentuée contre les peuples des « DOM-TOM. » en lutte pour leur indépendance. La politique néocoloniale de l'impérialisme français est poussée à travers les agressions (TCHAD), le crime (travailleurs immigrés en France), à assurer sa faible marge de manoeuvre par rapport aux rivaux plus fortunés. C'est ce qui permet à la France d'être bon premier des clients des régimes archaïques, Grec, Portugais, Espagnol, Rhodésien ou SudAfricain.

2 L'évolution récente de la politique du pouvoir, la liaison étroite entre nos tâches anticapitalistes et anti-impérialistes, exigent qu'un effort essentiel soit fait dans cette direction. Le devoir des militants est de révéler avec vigueur la vraie face de la « nouvelle société », ce qui permet à Chaban de jouer avec les profits pour les transformer en « actions » Renault.

F. Pour une semaine anti-impérialiste en Février

Nous présentons là quelques propositions pour la campagne du 21 FEVRIER, en soulignant cependant la priorité à accorder au VIETNAM et la nécessité de lier tous les combats.

— Les thèmes viennent d'être indiqués pour l'essentiel, Vietnam, impérialisme français, Palestine et impérialisme américain.

— La forme de la campagne doit être décentralisée durant une semaine du 21 au 28, l'idéal étant de réaliser dans chaque ville universitaire un meeting-débat (aboutissement d'une semaine d'agitation et de propagande) là où des manifestations sont possibles, il est plus que souhaitable de les organiser et de les favoriser.

— Cette initiative de l'U.N.E.F. n'en implique pas moins qu'il est souhaitable d'associer les organisations de masse anti-impérialistes et particulièrement les Unions d'Etudiants des pays colonisés et exploités.

— Un grand meeting national (type 6 heures contre l'impérialisme) pourra être organisé à Paris, pour donner toute l'ampleur à la campagne.

— Dans le cadre de la jonction des tâches anti-impérialistes et anticapitalistes, deux axes peuvent être également avancés :

* L'UNEF. sans s'attribuer des fonctions qu'elle n'a pas peut contribuer à des débats généraux sur l'impérialisme à l'échelle internationale et la solidarité des luttes à travers le monde, par exemple :

— problèmes de l'échange inégal,
— lutte armée et coexistence pacifique,
— luttes nationales et avant-gardes socialistes, etc.

D'un autre côté, les militants doivent lier constamment leur travail et la dénonciation de la répression gouvernementale contre les activités anti-impérialistes.

— interdiction de revues,
— expulsions, -
— arrestations perquisitions, etc.

G. Unir les forces étudiantes en lutte à travers le monde

1 La fusion des tâches militantes dans la montée révolutionnaire européenne, les perspectives d'intégration européenne et atlantique de plus en plus poussées nous forcent à affronter, dans des conditions difficiles, une des questions primordiales de l'heure : la coordination des mouvements étudiants à l'échelle européenne. Le B.N. a engagé et est prêt à engager avec toutes les forces étudiantes en luttant, en France et à l'étranger, des discussions sur les formes de la liaison européenne.

2 Le caractère et le contenu des luttes étudiantes dans les pays de l'Est européen, leurs rapports étroits avec la révolte de masse des mouvements étudiants dans les pays impérialistes, sont autant de facteurs qui nous conduisent à accroître notre soutien à ces mouvements et aux militants en butte à la répression (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, Pologne).

3 La coordination des luttes du mouvement étudiant à l'échelle internationale est dirigée par les réactionnaires (C.I.E. etc.) ou par les réformistes (U.I.E.). C'est donc à l'élaboration d'un nouveau cadre et de nouvelles modalités de coordination que doivent s'atteler les organisations étudiantes anti-impérialistes qui ne peuvent plus se satisfaire des perspectives actuellement offertes.



L'ETUDIANT de France.
N° 4. Janvier 1970